

Ne rien lâcher jusqu'au retrait du projet de loi « Sarkozy-Woerth » !

LE 7 N'ÉTAIT QU'UN DÉBUT !

La rue a répondu massivement le 7 septembre ! Plus de 2,7 millions de personnes, dans plus de 200 villes en France avec, au coude à coude, **les salarié-es du public et du privé pour exiger le retrait** de la contre-réforme des retraites.

Dans l'éducation, plus de 50 % de grévistes, c'est plus (même d'après la police) que le 24 juin !

Les mensonges sur la nécessité de la réforme proposée, les tentatives de diversion de Sarkozy et de ses sinistres Estrosi et Hortefeux sur le terrain sécuritaire et xénophobe n'ont pas empêché la colère ouvrière de s'exprimer, au contraire. Sarkozy ne peut plus dire « qu'en France, les grèves ne se voient plus ! »

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 23 !

Les « concessions » annoncées par Sarkozy au lendemain du 7 sont une véritable provocation. Le cœur de la réforme reste inchangée : report de l'âge de départ de 60 à 62 ans, allongement de la durée de cotisation et relèvement de 65 à 67 ans de l'âge de départ sans décote pour les carrières incomplètes (mesure qui pénalise particulièrement les femmes).

Il faut tout faire pour que la grève unitaire du 23 soit encore plus massive et puissante que le 7 : c'est le seul moyen pour faire céder le gouvernement !

Mais pour gagner, on ne peut plus se contenter d'appeler à des journées de grève... tous les 15 jours qui finissent par décourager les salarié-es!

RECONDUIRE LA GRÈVE APRÈS LE 23, C'EST POSSIBLE, C'EST LE MOMENT !

Assurer le succès du 23, c'est dire, aujourd'hui, ce qu'il faut faire après.

Depuis plusieurs jours, le débat a lieu dans les organisations syndicales et sur les lieux de travail. Un certain nombre de syndicats - comme la SNCF - et d'intersyndicales se sont d'ores et déjà prononcés **pour la reconduction de la grève**. D'autres, de plus en plus nombreux, mettent cette perspective en débat dans les AG qui doivent se réunir le 23. C'est le seul moyen d'obtenir le retrait pur et simple de cette contre-réforme considérée comme injuste par 2/3 de la population. Car il n'y a rien à négocier, ni à amender dans cette loi qui constitue une régression pour tous les salariés.

Les organisations syndicales doivent prendre leurs responsabilités au niveau national. Elles doivent s'adresser aux salarié-es non seulement pour dire qu'elles sont prêtes à aller jusqu'au bout mais aussi le prouver.

L'espoir a changé de camp, l'énervement des dirigeant-es de l'UMP et le coup de force du président de l'Assemblée Nationale le montrent. Aujourd'hui, c'est dans la rue que ça se passe. Nous n'avons rien à attendre du débat qui doit débiter au Sénat le 5 octobre, ni des promesses électorales pour 2012. **Il est possible de gagner à condition de s'en donner les moyens**. Appeler à la reconduction après le 23, c'est dire que la coupe est pleine, c'est construire un mouvement d'ensemble « public-privé » pour aboutir à une grève générale qui bloquera le pays et fera céder le gouvernement.